

## Entretien Charles Morerod par Gilles Grin et Régis Clavé

Le 11 septembre 2015 (74min)

**FJME :** Monseigneur Charles Morerod, bonjour. Au nom de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, nous vous remercions chaleureusement d'avoir accepté de prendre part à son programme d'interviews filmées et de nous recevoir à Fribourg, siège de l'évêché du diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg en ce vendredi 11 septembre 2015. Vous êtes né le 28 octobre 1961, à Riaz, dans le canton de Fribourg. Pourriez-vous revenir sur le contexte familial qui vous a vu grandir et sur les valeurs fondamentales transmises par vos parents ?

**Mgr Morerod :** Mon prédécesseur comme évêque de ce diocèse, Bernard Genoud, m'avait répondu lorsque je lui ai dit que j'envisageais de devenir prêtre : « tu as grandi dans une famille où l'on s'aime et c'est un trésor pour toute ta vie ». Il avait raison. J'ai également grandi dans un contexte bi-confessionnel, puisque pendant les 82 premières années de sa vie mon père était réformé. Par conséquent, nous parlions assez peu de religion dans la famille, pour éviter quelque chose qui aurait pu provoquer des tensions, même si, de fait, il n'y en avait pas ; c'était assez paradoxal. J'ai été éduqué dans un climat où l'on privilégiait vraiment l'honnêteté.

**FJME :** Pourquoi avoir fait le choix de l'ordre dominicain ?

**Mgr Morerod :** Vers 20 ans, je me suis qu'il fallait que je devienne prêtre, même si je n'en avais absolument aucune envie. Je croyais que c'était ce que Dieu voulait pour moi, et comme je disais : « que ta volonté soit faite », je pensais qu'il savait mieux que moi. Je suis donc entré au séminaire diocésain de Fribourg, en ne sachant pas très bien ce que cela signifiait. Après une année, je me suis rendu compte que je souhaitais un peu plus de vie commune et que je devrais regarder du côté de la vie religieuse. Je savais qu'elle existait, sans plus. Je suis donc allé un tour des communautés religieuses pour essayer de les connaître mieux ; j'avais du temps et quelques années de formation devant moi. J'ai commencé à parler à un dominicain et lui ai demandé de me parler de son ordre. J'avais l'impression d'avoir dans mon esprit, sans le savoir, une espèce de questionnaire à choix multiples dont il me déroulait les questions correspondantes. Je n'étais pas conscient que je les avais, et il me donnait à chaque fois une réponse qui était celle que j'attendais. Cela m'a semblé incroyable. Puis il a ajouté : « si tu veux nous connaître mieux, viens vivre quelques jours chez nous. Tu pourrais venir par exemple à la Semaine Sainte ». Je dois dire que je suis entré au séminaire en ne connaissant pas grand-chose de la vie liturgique ; je ne savais pas ce qu'était la Semaine Sainte, alors que j'étais séminariste. Je n'avais jamais vécu une Semaine Sainte consciemment. Je ne lui ai pas demandé quand c'était, pensant que je le découvrirais par moi-même. J'ai donc vécu ma première Semaine Sainte en tant que séminariste dans ce couvent dominicain, et à la fin de cette semaine, je me suis dit que c'était vraiment là que je devais être et j'y suis entré au début de l'automne.

**FJME :** Un passage des évangiles trouve-t-il en vous un écho particulier et pour quelle raison ?

**C.M. :** Il y en a plusieurs, notamment ceux où il est évoqué les rencontres des disciples avec Jésus. Benoît XVI et le pape François le disent : « la vie chrétienne commence par la rencontre avec une personne ». Il y a aussi la mort à travers Jésus qui vit sa Passion, et sa rencontre, après sa résurrection,

avec les disciples d'Emmaüs, à qui il explique l'Écriture. Ce sont des passages marquants. C'est dans cet esprit que j'ai choisi comme devise un texte de Saint-Paul : « vivre, c'est le Christ ». J'imagine saint Paul qui, comme les premiers disciples, rencontrait Jésus et s'en trouvait tellement saisi qu'il voulait être avec lui.

**R.C :** Quel message souhaiteriez-vous délivrer à celles et ceux qui sont pris dans les filets du nihilisme ?

**C.M. :** Quand on dit nihilisme, je pense que certains qualifient notre époque de post-moderne. Une caractéristique peu commune de cette approche serait de dire qu'on a peur de la vérité. C'est la continuité de l'époque moderne où l'on se disait qu'une affirmation trop claire en matière religieuse pouvait conduire à des guerres de religion ; la prudence était donc de mise. Puis on a remarqué que des affirmations qui se voulaient en quelque sorte prophétiques sur le plan politique, des espèces de para-religions comme par exemple le marxisme ou le nazisme, avaient aussi provoqué des drames de ce type. Et l'époque post-moderne est un peu une époque de réactions à tout cela. Dès que quelqu'un prétend avoir la vérité, il risque de provoquer une violence. Donc on s'en méfie. Mais si l'homme essaie, sous prétexte qu'une affirmation de vérité peut effectivement être dangereuse, de vivre sans vérité, c'est strictement impossible. Le simple fait d'avoir une affirmation du style « la vérité est dangereuse », si on croit qu'elle est vraie, porte en soi un danger, celui de tenter de convaincre les autres de vivre sans vérité, or l'Homme en a besoin pour vivre. Il ne peut pas faire autrement. Alors que signifie « Jésus dit la vérité, il vous rendra libre » ? Il s'agit d'une vraie libération, avec le Christ, si on veut vraiment être ses disciples ; ce n'est pas une libération dangereuse pour les autres, au contraire. Jean-Paul II est venu à Fribourg en 1984 et y a rencontré les jeunes. J'y ai été parce que j'étais jeune et je pense que si ça se reproduisait maintenant je pourrais encore y aller, mais pour une autre raison. Le lendemain, des gens m'ont demandé : « qu'a dit le pape hier soir ? », et je me souviens avoir répondu qu'il nous avait dit : « je suis venu vous annoncer une vie qui vaut la peine d'être vécue ». On a besoin d'entendre cela, parce que si on ne le croit pas, on vit bien malheureux.

**R.C. :** Face aux fanatismes et extrémismes de tous ordres le doute n'est-il pas aussi un pont vers autrui ?

**C.M. :** Le doute par rapport à certaines choses, oui, mais cela ne veut pas dire qu'on vit dans un doute généralisé en ayant soit même absolument aucune certitude, parce que sinon il est difficile pour autrui de trouver un pont vers nous. Si quelqu'un veut construire un pont, discuter avec nous, et que nous n'avons strictement rien à dire, il n'arrivera pas à poser son pont sur quelque chose. Autant dire que le pont va tomber dans le fossé. Mais par contre, se poser des questions par rapport à ce que dit l'autre et à ce que l'on dit soi-même est nécessaire. Je crois qu'on devrait le faire d'avantage, même dans l'optique d'une participation active à la vie d'un Etat démocratique. Quelqu'un me dit ceci ou cela, mais est-ce qu'il a avancé des arguments ? On nous annonce des nouvelles, on y joint des interprétations, mais sont-elles justifiées ? Si on n'a pas un certain recul critique par rapport à tout ce qu'on entend, il est très difficile d'être croyant aujourd'hui. Parce qu'on finit par penser un peu comme tout le monde et si on pense un peu comme tout le monde on ne va pas à l'église. Donc je ne puis que souhaiter une certaine forme de doute, mais pas un doute systématique.

**R.C. :** Nous voudrions à présent évoquer avec vous la dimension sacrée de l'Histoire comme point de rencontre du créateur et de sa créature, de Dieu et de l'Homme. Qu'implique pour le chrétien le postulat de la dimension christocentrique de l'Histoire ?

**C.M. :** Il s'agit d'un questionnement de type religieux fondamental. Il est plutôt probable que le monde ait été pensé, puisqu'il a l'air à peu près organisé et qu'il ne semble pas avoir surgit simplement de lui-même. Après, on peut se poser la question d'une éventuelle indifférence de Dieu vis-à-vis de l'Homme ? Est-ce qu'il nous laisserait simplement chercher à tâtons avec nos capacités assez limitées

par rapport à un objet aussi grand ? Si Dieu s'intéresse à nous, il s'est peut-être fait connaître. S'il ne s'intéresse pas à nous, il est peut-être temps de nous intéresser à lui. Et en tant que chrétiens, on dit qu'il s'intéresse à nous ; il veut qu'on le connaisse, lui en qui nous croyons, et grâce à qui quelque chose existe et sans qui rien n'existerait à part lui-même. Il s'est fait connaître à nous, il est venu pour vivre une vie humaine de manière à ce que nous puissions continuer à être avec lui et à le connaître après. Si l'Histoire a un centre, il doit être là.

**R.C. :** Pouvez-vous nous parler de la philosophie de saint Thomas d'Aquin, dont vous êtes un spécialiste, à l'aune des défis de notre temps ?

**C. M. :** De plusieurs manières. D'abord il y a chez lui une influence de la tradition chrétienne précédente, philosophique et ontologique, et puis il a participé à une certaine redécouverte d'Aristote. Je dis « une certaine », parce qu'Aristote n'avait pas complètement disparu. Retour en force d'Aristote, qui a pour principe de base que notre connaissance du monde est d'abord une connaissance sensible. Nous ne pouvons même parler de Dieu qu'à partir de cette connaissance sensible. On devrait au moins pouvoir s'entendre là-dessus. Pour saint Thomas d'Aquin, il faut essayer de comprendre ; si une chose est vraie, cette vérité nous mènera toujours à Dieu. S'il semble que cela ne correspond pas à ce que l'on croit, il faut à la fois approfondir la connaissance du fait et la compréhension que l'on en tire. Comme Dieu ne peut pas se contredire, ce qu'il nous révèle et qui fait partie de notre foi, ce que nous pouvons connaître en regardant le monde et en réfléchissant, ne sont pas contradictoires. Je crois que, de bien des manières, c'est une attitude assez libératrice. Nous n'avons pas à avoir une approche craintive par rapport à de nouvelles connaissances qui se développent. Si elles sont vraies, elles nous aident à mieux comprendre et connaître Dieu, et sinon elles ne sont pas vraies, on arrivera finalement à le montrer.

**G.G. :** Dans quelle mesure pensez-vous que la Suisse pourrait être vue comme un modèle à suivre pour l'Europe ? Ou du moins qu'il y ait certaines particularités suisses qui pourraient justement servir utilement de référence ?

**C.M. :** Si on pense que dans un ensemble où chacun peut peut-être apporter quelque chose aux autres, on doit bien admettre que même soit même on peut apporter quelque chose. Evidemment qu'on peut recevoir aussi. Alors je dirais comme la Suisse est un état fédéral et que l'Europe est composé de différents états ce n'est pas le même type d'unité mais si on regarde la manière dont les états suisses interagissent les uns avec les autres dans notre système. D'abord chaque canton a vraiment su garder une culture propre. Il ne s'agit pas division ou de subdivision administrative d'abord ou seulement mais les habitants des différents cantons ont des éléments de culture propre. Evidemment il y a aussi une interaction des éléments communs mais si j'entends un suisse-romand parler même que nous n'avons pas les dialectes locaux qu'il y a en suisse alémanique, si j'entends un suisse-romand parler j'ai une idée un peu de sa culture et de ce qu'il est probablement susceptible de penser sur certain point. Donc il y a une culture locale. Ensuite les cantons, tout en étant membre d'un même ensemble, on quand même chacun sa constitution, certes compatible avec la constitution fédérale, son gouvernement, son parlement, un système judiciaire en grande partie unifié mais pas complètement, un système légal en grande partie unifié mais pas complètement. Et il y a dans notre parlement comme d'ailleurs aux Etats-Unis mais aux Etats-Unis les particularités locales sont quand même moins fortes qu'en Suisse, il y a deux chambres. Une chambre à laquelle sont élus des représentants qu'on appelle conseillers nationaux proportionnellement à la population du canton et une autre chambre dans laquelle chaque canton a deux membres. Je dis ça pour simplifier car il y en a qui ont en qu'un pour des raisons historiques d'ancien demi-canton. Mais il y a bien le sens que chaque état ou cantons a de ce point de vu dans une des chambres de ce parlement le même poids que n'importe quel autre canton et qu'il y a en même temps un poids différencié suivant la population d'où ce bicaméralisme où les deux

chambres ont exactement le même pouvoir et les lois ne passent pas si les deux chambres ne sont pas d'accords. Il peut y avoir des procédures d'arbitrage, des tribunaux fédéraux ou les choses comme ça mais en principe les deux doivent tomber d'accord. Et je dirai qu'il y a là quelque chose qui inspire assez parce que en même temps on reconnaît que bin ma foi dans certain état il y a plus de monde que dans d'autre. Mais il y a aussi par ailleurs une certaine égalité et un souci du respect des identités propres outre le trilinguisme ou le quadrilinguisme qui finalement est assez pacifique, qui est vraiment pacifique. Pas totalement mais il y a une assez vieille habitude de respecter les cultures un peu différentes.

**G.G.** : En Suisse l'une des particularités est de connaître un système de démocratie semi-direct voir dans certain petit canton de démocratie directe. Et on entend certaine personne dire que c'est un modèle unique et supérieur aux autres. Dans nombre d'états européens il y a la démocratie représentative et on entend certaine personne dans ces pays dire que leur modèle est intrinsèquement supérieur parce qu'il évite le risque des dérives de certain référendum vers des formes de plébiscite. Donc face à cette question-là, on a des affirmations qui se veulent de part et d'autre catégorique justement. Comment est-ce qu'on pourrait éventuellement essayer de faire la part des choses ? Est-ce qu'il y a une part pour une forme de doute dans la comparaison de ces modèles ?

**C.M.** : Mais aucun des modèles est absolument parfaits. Chaque modèle a quelque désavantage. Je dirai que cela ne tient pas qu'à l'organisation de l'état mais comment est-ce qu'on organise au mieux l'action ? Déjà Aristote disait qu'en matière étique on n'a pas des certitudes mathématiques. Parce qu'aucun système dans ce domaine ne peut prévoir toutes les situations dans le sens qu'il y a plusieurs facteurs. Donc il y a quelque principe de base et on essaie de s'organiser aux mieux à partir de là. Et dans chaque système politique il y a de temps en temps quelque chose qui passe à côté et qui en fait ne correspond pas l'idéal qu'on avait souhaité. Mais si on compare ces deux systèmes, je dirai dans une grande partie des états le rôle actif des citoyens se réduit aux élections. En gros, s'ils ne sont pas contents du tout de ce que leur parlement a fait pendant quelque année il essaie d'en changer la composition. Mais c'est à peu près le seul moment où ils peuvent agir. Ensuite, certain état ont des possibilités de referendum occasionnel qui ne proviennent généralement pas des citoyens mais qui peuvent être décidé soit par le président, soit par le parlement, soit par le gouvernement éventuellement suivant les différents systèmes. En Suisse, les citoyens peuvent prendre l'initiative eux-mêmes d'organiser un referendum. Je crois que les décisions prises par votation populaire, comme on dit en Suisse, représente moins de 5% des décisions de type législatif, c'est quand même relativement peu mais ça permet aussi aux citoyens d'intervenir de temps en temps quand ils y tiennent. Alors ensuite on se dira évidemment on a le corps électoral qui est beaucoup grand bien-sûr que le parlement, qui a peut-être moins le temps de s'informer et qui de temps en temps prend des décisions sur la base d'arguments peut-être émotionnels ou mal compris parce qu'ils ne sont pas toujours simples. Mais je dirais, certes mais si c'est le parlement qui prend une décision contraire à celle de la majorité du peuple on a aussi un problème. Il reste quand même à expliquer et ça risque de ne pas être bien accepté et je me dis dans le fond autant que tous ceux qui vont devoir porter le poids d'une décision plus y participer et qu'ils remarquent ensuite qu'ils se sont trompés. Mais à ce moment-là au moins et bin disons qu'ils pourront s'en prendre à eux-mêmes. Et essayer de changer. Personnellement je trouve que c'est un peu plus simple mais ça demande un sens de la responsabilité des citoyens. Ce n'est pas acquis quand on voit qu'assez souvent dans les votations il n'y a pas 30% du corps électoral qui participe et ensuite on a un devoir de s'informer vraiment et ce n'est pas toujours facile. Là je vois l'argument qui consiste à dire au moins les parlementaires ils ont le temps de se préparer, de bien réfléchir, de se faire conseiller, ils ont du temps pour étudier les questions, c'est vrai mais ils peuvent aussi dire aux citoyens avant qu'on ait voté. Ils le font «écoutez nous qui avons bien réfléchi à ces questions voilà ce que nous pouvons en dire ». Quelque fois j'avoue qu'avant de voter surtout quand

j'habitais hors de Suisse et je votais quand même mais j'étais moins lié au débat interne au pays, quelque fois je me disais « mais » et ça m'arrive encore maintenant « je ne sais pas très bien que penser de ça ». Mais j'espère que ça arrive parfois aussi aux parlementaires de se dire qu'ils ne savent pas très bien quoi penser.

**G.G.** : Et dans le monde d'aujourd'hui comment est-ce qu'à votre sens on peut comprendre la souveraineté ? Ce concept vraiment très complexe et qui a probablement évolué.

**C.M.** : Disons qu'il a évolué oui parce que le pouvoir d'un état de prendre un ensemble de décision de manière autonome et nettement plus restreint qu'autre fois. En partie pour des raisons institutionnelles peut-être, passer des accords internationaux, les nations unies et l'union européenne parce qu'il y a des états européens etc. Mais aussi en partie pour des raisons économiques, c'est-à-dire en gros même les présidents des Etats-Unis, l'état pour l'instant le plus puissant qui est aussi une grande puissance économique, le président a clairement un pouvoir assez fort dans les institutions américaines. En fait sa capacité à avoir une influence notable sur la santé de l'économie de son pays par exemple, et assez limité, il n'est pas tout seul à le faire évidemment mais les organes de ce gouvernement fédéral. Parce qu'il y a des situations complètement nouvelles, je dirais pendant la plus grande partie de l'histoire de l'humanité quelqu'un qui avait un commerce dans un village admettons le boulanger ou le forgeron ou je ne sais pas était obligé de tenir compte du prix du pain dans le village voisin parce que quand même il y avait une part de, s'il le vendait beaucoup plus cher les gens risquaient d'aller à côté ou de faire le pain eux-mêmes. Maintenant une industrie textile est directement en concurrence avec le prix du même travail à des milliers ou des dizaines de milliers de kilomètres, ça c'est une situation franchement nouvelle dans la modernisation. Et le pouvoir des états de décider à peu près complètement ce qu'il se passe sur le territoire n'existe plus et très limité.

**G.G.** : Une autre question pourrait nous permettre de revenir à la Suisse romande en évoquant les cantons et puis la Suisse. Est-ce que vous préservez une identité, une réalité propre, spécifique à la Suisse romande ?

**C.M.** : Oui si on la regarde de l'extérieur. C'est comme pour la Suisse. C'est-à-dire on a en Suisse en sens assez aigu de l'identité locale et cantonale. On ne pense pas d'abord à ça si on rencontre un suisse à l'étranger, là on se dit bin voilà on est suisse donc on voit d'abord ce qui nous est commun. C'est un peu la même chose pour la Suisse romande si un fribourgeois parle avec un genevois ou un valaisan avec un neuchâtelois il y a une conscience très nette des différences. Par contre, on arrive à se voir comme quelque chose d'un peu unifié si on regarde à l'échelle de l'ensemble de la Suisse. Peut-être même plus que la Suisse alémanique parce que comme nous sommes une minorité, nous avons plus tendance à penser à ce que nous sommes en tant que tel que les suisses alémaniques qui probablement se verront plus immédiatement comme simplement suisse.

**G.G.** : Dans cette suisse d'aujourd'hui est-ce que finalement cet élément géographique et linguistique qui est le plus important ou est-ce qu'il y en a d'autres qui auraient tendance à le surpasser comme par exemple le fait d'être un citoyen ou au contraire d'habiter les campagnes ?

**C.M.** : Mais il y a les deux choses. Je sais quel est le facteur le plus important mais quand on regarde certaine votation on voit effectivement la tendance à ce qu'en gros quand il y a une division interne la Suisse romande majoritairement ou de manière assez unifiée et certaine ville suisse alémanique Zürich, Bâle, Berne typiquement votent la même chose. Alors que les zones plus rurales de la Suisse alémanique votent autres choses. Et en partie les zones rurales de la Suisse romande même si ce n'est pas dans les mêmes proportions vont en peu plus dans les mêmes directions que les zones rurales suisse alémanique. Donc il y a ces deux facteurs, ce n'est pas nouveau. Dans l'histoire, le patron de la Suisse Saint Nicolas de Flüe mais on ne savait pas encore qu'il serait le patron de la Suisse et la Suisse

n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui en ce sens qu'elle était plus petite. La Suisse était en train de se composer par agglomération de cantons successifs. Quand le canton de Fribourg où je parle en ce moment et le canton de Soleure allaient entrer dans la confédération qu'ils ont fait en 1481, ils étaient à l'époque considéré comme des cantons villes on a longtemps vu au 20<sup>e</sup> siècle le canton de Fribourg comme un canton rural et le canton de Soleure aussi. Mais à cette époque le canton de Fribourg d'abord qu'il n'était pas un canton c'était la région de la ville de Fribourg avec moins de campagne liée à la ville que ça n'a été par la suite, où disons un peu de campagne s'est ajoutée à la suite des guerres de Bourgogne, les éventuels cantons de Fribourg et de Soleure étaient perçus comme des villes d'abord. Hors il y avait une tension dans les cantons déjà présent en suisse entre ce qu'on voyait comme des cantons villes et des cantons campagnes. Par ville il fait entendre typiquement Berne ou Zürich par exemple, villes plus petites que maintenant mais on avait un poids central de la ville dans le canton. Comparativement à des cantons ruraux comme les premiers cantons suisses ; Uri, Schwyz, Unterwald. Et il y avait là un ancien politicien d'Obwald qui était les deux parties d'Unterwald qui est devenu ermite et qui était Nicolas de Flüe et qui par sa médiation pacifique a permis d'éviter la guerre. Donc il y avait déjà à cette époque une certaine tension entre ville et campagne quand même ce n'est pas du tout un fait nouveau. J'ajoute que l'entrée de Fribourg dans la confédération en 1481 était aussi la première entrée d'une partie francophone dans la confédération même si la ville de Fribourg est en majorité germanophone, il y avait dans le nouveau canton une partie de langue française et c'était la première fois que ça arrivait. Les autres cantons francophones sont entrés dans la confédération au 19<sup>e</sup> siècle.

**G.G.** : Oui c'est très intéressant quand on regarde l'histoire suisse de voir justement son agrandissement géographique. Si on prend le cas de l'Union Européenne précédée des communautés qui elle a une réalité historique infiniment plus jeune, est-ce que vous pensez qu'on peut quand même établir certain parallèle entre les deux constructions ?

**C.M.** : Oh oui. On peut parce que les cantons suisses qui entraient d'abord ils sont entrés en fait comme des états c'était au départ ce qui correspond au [XXX 35 :53] actuel du pays mais moins à la réalité actuelle c'était vraiment une confédération. C'est-à-dire des états plus ou moins indépendants mais unis à certain titre. Et avec leurs systèmes propres variables différents des uns des autres et leurs cultures propres et qui ont réussi à trouver un moyen d'entrer dans un ensemble où il est vrai qu'après des siècles ont a plus un groupe d'état plus ou moins indépendant mais d'état plus ou moins autonome. Et si ceci par agglomération successive et je dirais construction ou même apprivoisement réciproque sur une assez longue durée. Il y a quelque chose que ressemble à cela dans l'actuelle Union Européenne a part que ça va beaucoup plus vite. C'est plus difficile quand ça va plus vite mais le monde s'est accéléré aussi.

**G.G.** : Dans tous les contacts, dans tous ce que vous avez pu observer, est-ce que vous avez pu discerner une évolution ou des changements dans l'attitude justement des suisses par rapport à leurs relations avec l'Union Européenne ?

**C.M.** : Absolument, je dirais qu'il y a quinze ans en gros on disait les suisses alémaniques et les suisses italiens sont opposés à l'Union Européenne en majorité, ils ne vaudraient surtout pas y entrer et les suisses romands ils sont favorables. C'était assez vrai, disons maintenant il y a une espèce de doute plus profond qui s'est installé sur l'ensemble du pays. Je ne dirais pas un doute radical mais en regardant l'Union Européenne depuis la Suisse on a plus qu'avant l'impression qu'elle est un peu en crise. Et je dirais les enthousiasmes se sont pondérés.

**G.G.** : Vous évoquiez tout à l'heure les racines chrétiennes du projet européen avec la foi des pères fondateurs. Y'a eu un moment avec un débat assez intense au moment du projet du traité

constitutionnel où finalement cet évocation des racines a disparu du texte. Comment est-ce que vous analysez, vous jugez ce débat, ce résultat ?

**C.M.** : Moi je crois que si on ne se réfère plus aux racines chrétiennes on va devoir trouver une autre raison pour l'Europe d'être l'Europe. C'est-à-dire de ne pas être un appendice de l'Eurasie en quelque sorte. Et je crains qu'on essaie de trouver avant tout dans l'économie et je ne pense pas que l'économie soit vraiment un grand facteur d'union. C'est un facteur de rapprochement intéressé momentanément en tant que tel. Je le dis de manière générale parce que l'amitié n'est jamais tellement fondée sur l'argent. Il peut y avoir des groupes qui se réunissent très cordialement parce qu'ils font de bonnes affaires ensemble ou des personnes. Mais à partir du moment où on pense qu'on ne fait plus de bonnes affaires ensemble il y a quand même une certaine crise. C'est-à-dire on peut devenir indifférent ou hostile les uns aux autres. Si on essaie de trouver une base culturelle autre que les racines chrétiennes on peut aussi il y a des autres éléments, il y a des éléments même antérieurs, c'est une culture antique. Mais est-ce qu'on est même encore conscient de cela ? Et est-ce qu'on le cultive encore ces éléments antérieurs de la culture antique ? En fait de moins en moins. Evidemment je vois l'idée aussi que de se référer uniquement aux racines chrétiennes comme si tous les européens étaient actuellement des chrétiens convaincus, ça ne correspond pas à la réalité. Donc on doit pouvoir trouver le moyen de cultiver ces racines, essayer de les garder de manière vivantes, responsabilité des chrétiens eux-mêmes, de montrer qu'ils ont un apport positif à cette unité en sachant bien que l'Europe est plus réalité qu'elle l'était dans le passé

**G.G.** : Les solidarités européennes sont d'un côté fortes, d'un côté on peut les voir comme mise à mal. On a eu le feuilleton de l'été 2015 autour d'une menace de sortie de la Grèce de la zone euro. Il y a ce qui semble être de fait une guerre à l'Est de l'Ukraine, il y aura le référendum britannique avec la possibilité pour la première fois un état membre décide de se retirer de l'Union. Par rapport à tous ces épisodes et tous ces signes comment est-ce que vous voyez l'état des solidarités européennes ? Et ensuite à votre sens qu'elle devrait-elle être ces solidarités entre européens ?

**C.M.** : En voyant la crise de la Grèce je me disais dans le fond si un canton suisse se trouvait en banqueroute, je pense qu'on aurait beaucoup plus le sens d'appartenir à un même ensemble et de évidemment l'aider à se redresser. Si possible en évitant de l'écraser d'avantage parce que quand quelqu'un est très endetté, l'aider en l'ajoutant des dettes n'est peut-être pas une solution à très long terme. Surtout si en même temps, on lui prend un certain nombre de ses infrastructures qui fonctionnent bien comme un certain nombre d'aéroport grecque, on lui les prend pour que ce ne soit plus à lui ça apporte mais à ceux qui, aux autres créanciers. C'est assez douteux comme opération mais enfin est-ce qu'on n'est pas en train de l'enfoncer d'avantage et je comprends bien que les grecques se posent des questions. Sans vouloir nier le fait que dans leur propre culture civique, il y aurait des choses à revoir. Et que d'autre se disent mais enfin ils ont une part de responsabilité dans ce qu'il leur arrive, si la fronde par rapport à l'état est un sport national il faudrait peut-être changer les choses de l'intérieur. Je le dis en tant que chrétien c'est à partir de notre vie intérieure que nos actes s'orientent, ils peuvent se réorienter. Donc il y a là une responsabilité des deux côtés. Disons on veut être solidaire de la Grèce mais je ne suis pas sûr qu'on ait trouvé le bon moyen de l'être. Ensuite cela peut amener certains à se dire « ça va vraiment mal, ça risque de nous entraîner dans une espèce de spirale descendante, ça risque de nous coûter trop cher donc on se retire ». Si c'est ça, je dirais bin [XXX 42 :55] si l'unité se base sur un principe économique voir un peu égoïste il est assez normal que certains se disent que quand ça ne va pas bien je me retire, c'est regrettable. Ensuite à nos frontières, il pourrait y avoir une guerre. Je dirais que dans l'union européenne, il y a maintenant la Croatie et sur le territoire de la Croatie il y a eu une guerre il n'y a quand même pas si longtemps. Donc même si la Croatie n'était

pas membre de l'union européenne à ce moment-là. De même que la Slovénie qui a été moins touchée. On n'est pas à l'abri, de fait on aurait tort de croire que les erreurs ne se situent que chez nos ancêtres.

**G.G.** : On observe une tendance à la régionalisation en Europe qui peut correspondre à l'application du principe de la subsidiarité au fait de prendre des décisions plus près des peuples. Mais avec l'affirmation de ce principe, est-ce qu'on ne pourrait pas y voir aussi finalement un danger pour l'unité, une fragmentation, voir une atomisation, voir le réveil de certain égoïsme ?

**C.M.** : Pas nécessairement. Vous savez en tant que Suisse, je suis bien convaincu par expérience observée dans mon pays au cours des siècles, que respecter des identités locales et aussi un moyen de favoriser l'unité, reste à savoir comment bien sûr ! Mais je ne crois pas que l'unité par la centralisation soit plus forte.

**G.G.** : Est-ce qu'il existe une position officielle et dictée par la Saint-Siège en ce qui concerne les questions européennes ? Et le cas échéant, est-ce que cette position aurait évolué ?

**C.M.** : Ce n'est pas à moi qu'il faut poser la question. J'imagine qu'il doit y avoir une représentation du Saint-Siège auprès des institutions européenne à Bruxelles. Sans doute Pidoux était-il au point de départ assez favorable à des unités en partie supranational comme l'ONU et les pères fondateurs de l'unité européenne étaient assez proches de la manière de voir de Pidoux. Ensuite, l'Europe elle-même a pas mal évolué si vous voulez une vision récente vous pouvez toujours regarder le discours du Pape François au parlement européen par exemple. Et on voit quelque chose de typique pas seulement à ce propos mais de manière plus large chez lui, qui est assez dans la ligne de la doctrine sociale de l'église à savoir ; il faut d'abord penser aux biens des personnes ce qui implique... Je dirais, je pourrais représenter la vision de l'église à partir, vous voudriez m'excuser ce n'est pas du pure Chauvinisme, du préambule à la constitution fédérale suisse, qui dit quelque chose comme ; la force d'une communauté se reconnaît au bien-être du plus faible de ses membres. Je crois qu'il y a là quelque chose qui est assez lié à la foi chrétienne, qui l'est même directement et que quand l'église voit des communautés des communes européens, on se dit ; bon écoutez ne pas être enfermé dans des égoïsmes qui s'observent à distance en chiens de faïence ça vaut mieux, une forme d'unité est donc bien préférable. Mais ce n'est une vraie unité que si elle implique une préoccupation active du sort du plus faible et ça implique que ce n'est pas uniquement une unité économique.

**G.G.** : Comment est-ce que vous analysez et ressentez les phénomènes migratoires, la façon dont ils touchent les personnes qui doivent fuir leur pays, la façon dont ils impactent l'Europe et la façon dont les européens réagissent ?

**C.M.** : Le phénomène s'amplifie et personne de nous ne sait exactement ce qu'il va devenir mais il y a évidemment un certain rapport avec des crises, typiquement les crises au Moyen-Orient, beaucoup de réfugiés viennent du Moyen-Orient ou de certain pays d'Afrique comme en Erythrée, et puis il y a aussi des aspects économiques. Alors les gens quand ils ont l'impression de plus pouvoir vivre chez eux, bin naturellement ils vont ailleurs. Dans une partie des crises, ils pensent et non sans quelques raisons que les états européens ou d'autre, ont une responsabilité dans la déstabilisation de leur pays dans le fait de ne pas les avoir aidé de manière adaptée, y'a de ça aussi. Ce n'est pas entièrement faux. Mais fondamentalement il faut voir le désespoir des personnes qui partent de chez elles dans un premier temps. Et je ne pense pas qu'à des états en crise. Justement il y a aussi un facteur économique. Une religieuse philippine s'occupe des catholiques philippins en Suisse romande, j'ai parlé avec elle et avec l'ambassadeur des philippines de la situation des philippins qui sont surtout des femmes donc des philippines en Suisse. Et ce que la sœur et l'ambassadeur me disait c'est ; mais en fait une grande partie de ces femmes philippines qui sont en suisse y sont entrées légalement et sont restées illégalement. Mais pourquoi le font-elles ? Parce qu'elles veulent envoyer de l'argent pour que leur famille vive et

que pour que leurs enfants puissent recevoir une meilleure éducation de ce qu'elles ont reçus elles-mêmes. En gros, que leurs enfants puissent échapper à une espèce de caractère irrémédiable d'une misère plus ou moins prononcée. Et ces femmes en vivant ainsi et ici renoncent à sortir de Suisse, la même chose dans d'autres pays. Mais renoncent à sortir de Suisse parce qu'elles se disent que sinon elles nous pourront pas y revenir. Et donc acceptent en fait que pour aider leurs enfants et leurs maris et parce qu'elles les aiment et ne les revoient plus. Il y a une forme de désespoir et là ce n'est pas à cause d'une persécution dans autre pays il faut bien dire, là c'est ce qu'on appelle en fait des réfugiés économiques. Mais il y a une forme de désespoir. Et ces gens-là, est-ce qu'ils sont venus avec une telle force ? En fait ils n'ont pas peur, ils acceptent le risque de la mort. Je vois à Fribourg, il y a un érythréen qui fait beaucoup pour les réfugiés qui viennent d'Erythrée mais ses deux frères successivement, et avec suffisamment de temps entre deux pour que le deuxième puisse savoir ce qu'il est arrivé au premier, sont mort en essayant de traverser la mer méditerranée. Le deuxième est parti en sachant ce qu'il était arrivé à son frère alors en connaissant bien le risque. S'ils partent comme ça c'est qu'ils sont vraiment désespérés. Donc on va continuer de les voir arrivés maintenant d'autant qu'il y a une espèce de vide en Europe dans le sens que comme les européens font relativement peu d'enfant il y a de la place. Il y a de la place et même à terme du travail, ils le voient bien. Donc ce n'est pas un phénomène qu'on va résoudre par des simples politiques et en fait on ne le comprend pas très bien. Evidemment, ça suscite des peurs en partie irrationnelle pas complètement. Je dirais en tant que chrétien on se dit d'abord ; et bin ma foi essayons de vivre l'évangile si Jésus dit « j'étais un étranger vous m'avez accueilli » et s'il y dit ça durant le jugement dernier, on se dit ; ma foi je ne peux pas être chrétien et ignorer une chose comme ça. En outre, je pense qu'il y a passablement de non chrétien qui vienne en Europe, évidemment ça suscite une peur par rapport aux musulmans, peur déjà présente d'ailleurs. Je me dis en fait si à certain endroit, les musulmans depuis des générations ont eu tellement de peine à s'intégrer ce n'est pas parce qu'ils ont trouvé une société chrétienne, celle d'une autre religion mais une société trop peu chrétienne. Si on les avait accueillis chrétiennement en leur faisant voir ce qu'est l'évangile ils auraient même pu voir que ça en fallait la peine. Mais les rejeter et les marginaliser ce n'est pas une attitude chrétienne. Je me dis face à cette masse qui arrive et qui n'est pas nécessairement toujours bien bienveillante, ça dépend des personnes, essayons de le faire voir ce que ça signifie d'être chrétien. En fait c'est aussi une opportunité d'évangélisation.

**G.G. :** Dans le monde d'aujourd'hui on voit que l'économie occupe une place importante et puis que la finance c'est vraiment elle totalement globalisée. Est-ce qu'à votre avis on devrait et on pourrait essayer de redonner à l'économie une place qui pourrait être plus juste ? Et par rapport à ceci, une petite incise, est-ce que les taux d'intérêt sont usuriers ou finalement ils font partie du système et ils sont acceptables maintenant ?

**C.M. :** Le taux d'intérêt comme tel a été accepté par l'église catholique depuis quelques siècles même si auparavant elle ne l'était pas. Mais de manière un peu hypocrite, parce qu'à vrai dire, en gros, on essayait de confier le système bancaire à des juifs puisque qu'on estimait que nous-mêmes pouvions pas le faire parce que ce n'était pas très digne. Et ensuite on l'a reproché à eux de s'en être occupé. Ce qui est quand même plutôt, disons tout à fait discutable. Maintenant, on accepte qu'il y ait des taux d'intérêt pour favoriser un certain prêt, reste à voir le taux. Un taux trop élevé peut être usurier et on risque bien d'abuser des plus pauvres ou des gens qui n'ont pas encore bien compris le système parce qu'ils viennent d'arriver, c'est un fait. Mais je peux vous dire que j'ai parlé de ça il y a quelque jour, il y a moins d'une semaine ici même à Fribourg avec l'archevêque du [XXX 53 :36] et il s'intéresse pas mal à la finance. Et il disait pendant le repas, c'est comme lui et un certain nombre d'autre évêque anglais qui vont partie du parlement de la chambre des Loi, « j'ai réussi faire passer une loi contre l'usure en faisant baisser les taux légaux », il dit « bon mais je vois tout de même quelques effets pervers de cette loi c'est-à-dire qu'au lieu d'avoir ce qu'elle appelle [XXX 54:07], c'est les gens pas bien et qui

pratiquaient un taux d'usure légal mais très dur maintenant comme ils ne peuvent plus faire ça ils deviennent des very [XXX 54 :21] c'est-à-dire qu'ils ne sont vraiment pas bien du tout et qui pratiquent illégalement un taux d'usure plus élevé et qui rentre dans leur investissement à coup de batte de baseball. C'est-à-dire en fait un système légal dans ces matières doit avoir un certain réalisme pour que les gens trouvent quand même un certain intérêt et savoir comment empêcher que ça devienne une forme d'exploitation pour d'autre. C'est assez délicat. Et évidemment qu'en Suisse on a quelques idées sur le fonctionnement du système bancaire parce qu'on a un peu d'habitude dans ces matières.

**G.G.** : Si on se rappelle la dernière encyclique du papa Jean XXIII « *pacem in Terris* » et puis si l'on songe à la récente encyclique du Pape François. Au fond, quel rôle pourrait jouer l'église dans le monde qui semble en perpétuel mouvement voir en face d'accélération avec des dangers très graves par exemple liés à la durabilité de la vie sur la planète, la manipulation du génome, la prolifération nucléaire etc. Donc l'église a bien-sûr du fait du Saint-Siège un rôle politique et diplomatique mais au-delà finalement comment est-ce qu'on pourrait, devrait voir ce rôle ?

**C.M.** : Un rôle d'inspiration. Fondamentalement de formation des consciences et de conviction des personnes, c'est par là que ça passe. Mais il y a un côté ambigu dans le fait qu'en général on s'intéresse à ce qu'est ou ce que dit l'église seulement à partir des questions morales. Je dirais que c'est un peu ambigu parce que fondamentalement l'église annonce la foi, nous parle de Dieu et on peut passer des heures à parler de Dieu ce qui est le sujet le plus intéressant sans que personne ne le remarque et puis après avoir parlé de Dieu pendant plusieurs heures passer vingt secondes à faire une allusion à sujet moral et on ne relèvera que ça. Je dirais, là il y a un côté ambigu. Mais il reste qu'on peut voir l'aspect positif de cette question à savoir qu'on manque de boussole morale dans notre humanité et c'est assez étonnant de voir qu'on cherche du côté religieux même quand on n'est pas très croyant quelques indications morales ou qui permettent d'orienter l'existence. De ce point de vue il n'est pas [XXX 57 :00] de ceux qu'on parle le plus mais de ceux qu'on peut le mieux faire remarquer qui arrive à le mieux faire remarquer qu'il parle parce qu'il a un rôle assez unique. Il y en a quelques autres qu'on écoute aussi du style du Dalaïlama mais là aussi il y a une certaine disons unification d'un discours bouddhiste et dans les deux cas en plus ça correspond qu'à une partie de la réalité. Comme le bouddhiste tibétain n'est évidemment qu'une petite partie du bouddhiste, j'imagine que d'autres doivent être un peu irrité de voir que c'est que lui qu'on écoute, parmi les chrétiens aussi. On dira ; oui mais pourquoi c'est toujours le Pape qu'on écoute alors nous protestants ou orthodoxes nous parlons aussi. Bin il y a un effet de, disons on le connaît mieux. Et il peut profiter de ça pour faire disons des appels en matière morale comme il l'a fait récemment en liant les questions écologiques à des questions économiques. L'école de [XXX 57 :53] aussi mais elle est plus générale [XXX 57 :54]. Il peut lancer des appels qu'ils se remarquent alors ensuite les autres peuvent bien s'y opposer à la limite mais au moins ils ont, ça les obligent à parler de ces questions. Ou du moins ça les stimulent fortement.

**G.G.** : Vous venez d'être élu président de la conférence des évêques suisses. Quels sont les missions qui incombent à cette structure et quel y sera particulièrement votre rôle ?

**C.M.** : Bon d'abord je n'ai pas commencé, ensuite c'est une structure collégiale. En gros chaque évêque est assez autonome dans son diocèse. La conférence des évêques ne peut guère lui dire sauf sue quelque point de norme d'application général qu'il devrait faire une chose plutôt qu'une autre. Donc le rôle du président dans ce cas-là, président par tournus, c'est de d'essayer de favoriser la cohésion de l'ensemble. Ce que nous appellerions la communion interne, et j'y tiens assez. Il y a aussi un certain rôle de représentation pas très élevée mais quand même réel.

**R.C. :** De quel moyen l'église dispose elle pour permettre aux valeurs théologiques et spirituelles d'impacter plus profondément l'agir humain ? Le chrétien a-t-il un devoir de résistance face à l'esprit du monde et à l'ordre social établi ?

**C.M. :** De quel moyen ? D'abord la conviction. Quand Jésus nous dit que ce qui rend l'homme impure ce n'est pas ce qui rend en lui mais ce qui sort de lui, il y a bien de cela. Les décisions viennent de l'intérieur des personnes, ce que quelqu'un fait il le fait parce que plus ou moins consciemment il l'a décidé. Si on veut que les choses évoluent, il faut que les gens changent de l'intérieur. Dans son encyclique sur l'espérance *Spe Salvi* de Pape Benoît XVI disait « si quelqu'un pensait qu'un ordre juste peut désormais être établi par de bonne structure, il n'a pas compris ce qu'est l'être humain ». Parce que l'être humain agit en fait librement et doit agir librement. Les structures les meilleures si elles n'étaient pas vécues et acceptées de l'intérieures par les personnes qui s'y trouvent ne seraient pas de bonnes structures mais des structures mauvaises. Donc là il y a d'abord cet aspect intérieur. Ensuite, à cause de cet aspect intérieur l'être humain n'est pas simplement réduit à une structure et donc il peut dire même par objection de conscience, il y a ce n'est pas seulement le cas des chrétiens, il y a là quelque chose qui est très largement accepté mais que moi je n'accepte pas. Et je sais qu'en disant cela je ne change pas l'ordre civique, je peux même accepter « rendez à César ce qui est à César » qu'elle était organisée comme cela mais ça ne signifie pas que je crois que tout y est juste. Et une pas d'objection de conscience peut avoir un rôle prophétique sans cette objection de conscience, et bin pourquoi est-ce que les soldats qui gardaient les camps de concentration n'aurait pas fait ce qu'ils faisaient. S'il n'y a pas un critère plus fondamentale que l'ordre établi que l'on peut respecter à son niveau propre mais on peut dire ; mais moi je ne veux pas y entrer complètement. Donc il y a un certain devoir de résistance oui. Et si on ne manifeste pas un peu de différence, on n'est pas fidèle à l'évangile. L'église c'est toujours manifesté comme un peu différente. On voit Saint Ambroise accusant l'empereur d'avoir fait massacré des païens parce que ceux-ci avaient tué des chrétiens. Saint Ambroise dit à l'empereur « tu ne devais pas faire ça ». Ce n'est pas une question nouvelle. Y'a toujours eu une part de résistance dans l'ordre établi au nom de la foi, Dieu est plus grand. Mais il faut essayer de le faire sans tomber, dans un fanatisme dangereux, on le fait de manière chrétienne. En disant si j'estime que quelque chose n'est pas bon, je peux accepter même qu'on me prive de ma liberté voir de ma vie à cause de mon refus mais ça ne signifie pas que moi je vais persécuter les autres pour qu'ils se comportent autrement. Je peux contester quelque chose que je n'accepte pas mais à la manière de Jésus. Et Jésus n'a pas terminé sa vie en tuant les autres mais en se laissant tuer.

**R.G. :** Quels éléments de la doctrine sociale de l'église, que vous évoquiez tout à l'heure, serait-il intéressant de voir transposer pour que s'affirme la dimension sociale du projet européen ?

**C.M. :** Il y a un élément tout à fait fondamental qui est le respect de la personne en tant que personne. C'est-à-dire en gros, dans en ensemble admettons de trois cent million de personnes, cette personne-là n'est pas un trois cent millionnièmes parce que si c'est un trois cent millionième on peut dire qu'il peut lui arriver n'importe quoi ça ne change rien pour l'ensemble pratiquement. Et donc si ce trois cent millionième est en train de mourir discrètement dans son coin parce qu'il n'a rien à manger et que personne ne s'intéresse à lui, si c'est un trois cent millionième ça n'a pas d'impact. Si on se dit c'est une personne et toute personne a une valeur infinie alors on voit l'ensemble de la situation très différemment. Et je pense à ce que disait le grand résistant catholique allemand Dietrich von Hildebrand qui disait ; dès l'arrivée du nazisme au pouvoir, d'ailleurs il a quitté l'Allemagne par étape-Autriche, Suisse, Etats-Unis, disait ; mais nous ne pouvons accepter en tant que chrétien ni le nazisme ni le communisme parce que ce sont deux systèmes matérialistes et de ces systèmes matérialistes différencié. Le matérialisme nazi était plutôt un matérialisme biologique disait-il, c'est-à-dire racial en fait. Le matérialisme marxiste, le matérialisme plus radical il y a que de la matière. Et il dit ; nous ne

pouvons pas l'accepter parce que ce n'est pas ce que la foi nous dit à propos de l'être humain parce que chaque personne est appelée par Dieu pour répondre personnellement à son amour. Et si j'ai là devant moi pas, prenons l'exemple Suisse, un huit millionième de pays mais quelqu'un qui est fait pas Dieu pour pouvoir répondre à l'amour de Dieu et être avec lui alors on n'a pas la même vision. Je crois que là il y a une base de la doctrine sociale de l'église. On ne peut pas bâtir un système qui oublie cette dignité infinie de chaque personne.

**R.C.** : Que représente pour vous le concile Vatican II et pour reprendre une célèbre formule de Jean-Paul II a-t-il été fidèle aux promesses de son baptême ?

**C.M.** : Disons si on regarde l'église antique, on voit qu'il y a eu toutes une série de conciles successifs, qui l'un après l'autre essayaient de remédier à des difficultés de mise en œuvre et d'interprétation du précédent. Donc chaque concile dans l'histoire surtout les plus grands a été suffi par une espèce de secousse où il a fallu pas mal de temps pour qu'on le comprenne, sache comment l'appliquer et voit ce qu'il a voulu faire. Là, le concile Vatican II a vraiment été une secousse de ce type-là, y'a aucun doute. On voit que l'espérance initiale par exemple chez Paul VI, il n'était pas Pape au début du concile mais qu'il voyait cela avec espérance avant d'être pape, et au moment du concile lui-même il s'est assez vite heurté au fait que disons l'électrochoc avait un peu tout déstabilisé. Un de mes anciens étudiant quand j'étais à Rome, qui a fait une thèse de doctorat en théologie un petit peu sur le tard parce qu'il était tombé malade et il ne pouvait plus travailler donc il a fait ça, il ne pouvait plus travailler comme avant, avait beaucoup collaboré avec le cardinal Benelli qui était un collaborateur de Paul VI. Et cet étudiant, prêtre américain, m'avait dit ; il est ma source à cet égard, je pense par le biais du cardinal Benelli quand Jean XXIII était pape, le cardinal Montini le futur Paul VI, lui avait dit il faudra inviter les théologiens à aider les évêques au concile Vatican II parce que les évêques n'ont pas été préparé à repenser aussi profondément la vie de l'église dans la société contemporaine et il faudra les aider sinon l'application sera trop difficile. Montini le dit avant le concile Vatican II. Et bien, on a remarqué que l'application n'avait pas été très facile. Mais je crois qu'on peut comprendre pourquoi je vois ce que me disais certain de mes confrères dominicains plus âgés que moi, c'est-à-dire qu'ils avaient vécu cette période-là consciemment, moi je veux dire j'avais quatre ans à l'époque du concile Vatican II donc je ne peux pas dire que je ne l'ai pas vécu mais en fait je ne l'ai pas vécu consciemment manifestement. Et certain de mes confrères mes disaient ; mais tu vois on nous avait appris très strictement, il faut faire tout ceci et exactement comme ceci ou comme cela, etc. Et puis quelques années après tout à coup ; bin non c'est plus comme ça. Et donc il n'a pas été facile sur le moment de faire la part des choses entre ce qui en fait pouvait changer et ce qui était censé ne pas changer. Ça été difficile pour des personnes et il y a eu de fait disons une explosion générale qui n'a pas été extrêmement simple. Et quand Jean Paul II se demande si le concile, un peu comme la France a été fidèle à son baptême, il se dit en fait et pas mal de père conciliés on dit après ; mais ce n'était pas ça qu'on voulait. Je dirais que c'est une phase de croissance qui est assez compréhensible et qui a quand même blessé pas mal de monde, petit à petit, on s'en remet. J'observe ça même dans mon activité et je vois que quand je parle à des prêtres évidemment j'en vois souvent, ils disent mais il y a encre vingt ans, les relations entre nous étaient beaucoup plus idéologique, tendue et conflictuelles. Maintenant cette crise idéologique a cédé à une autre étape où on essaie plus de vivre ensemble. Et je crois que là il y a une certaine forme de découverte plus profonde du concile Vatican II. D'un autre côté, il est assez frappant que beaucoup de ceux qui en parlent ne semblent ne pas savoir ce qu'il y a dans les textes. Donc je crois que ça vaut la peine de continuer à les lire qu'on puisse nous dire tellement sûr ; c'est parce que le concile a voulu, vous avez vu le texte ? Non mais je sais. Et bien regardez le texte. Et ceci des deux côtés, les reproches peuvent venir des deux côtés qui semblent opposés mais qui dans les deux cas partent un peu du principe ; certes il y a le texte mais dans la réalité c'est autre chose.

**R.C.** : Avez-vous une référence particulière pour un pape eu égard à sa personnalité et à son œuvre ?

**C.M.** : Plusieurs, plusieurs. Je peux vous parler de ceux que j'ai connu consciemment. Le premier que j'ai connu consciemment c'est Paul VI, j'avais dix-sept ans lorsqu'il est mort, donc j'arrivais quand même à percevoir quelque chose, pas tellement mais ensuite comme depuis à peu près quinze ans j'appartiens au comité de l'institut Paul VI de Brescia, j'ai eu l'occasion de découvrir beaucoup plus. Et je dirais avec une très profonde estime. Je crois qu'il a été méconnu et mal compris. Je crois qu'il avait une vision très profonde de l'église et de la culture contemporaine et il en a souffert. Je peux pas vous dire que j'ai tellement connu Jean Paul I parce que personne ne l'a tellement connu on n'a pas eu le temps. Jean Paul II est le pape disons à travers du pontifical que je me suis formé, je me souviens avec émotion de ce que disait dans un symposium qu'il y avait eu à Rome en 2000, un professeur retraité de la Sorbonne en l'occurrence Pierre Magnard qui me disait ; vous savez j'ai moins même parlé à Pie XII j'avais été à Rome avec un groupe d'étudiant catholique je suppose. J'ai rencontré personnellement Jean XXIII et Paul VI pour lesquels j'avais beaucoup d'estime. Jean Paul II est le premier pape que je ressens comme mon père et quand il est mort on a vu ça chez beaucoup de monde, c'était très frappant, vraiment étonnant et il en a payé de sa personne. Le pape que j'ai quand même le mieux connu personnellement assez bien même s'il ne faut pas exagérer c'est Benoît XVI. Je vois la profondeur de sa vision, de sa foi et comment il a dû souffrir dans sa fonction. Il n'était pas tellement fait pour ça. Je ne peux veu pas dire par là qu'il ne l'a pas bien fait mais c'était un homme timide et réservé et il a souffert de sa fonction en croyant beaucoup à la présence du Christ et à la force de la prière. Maintenant, nous avons le pape François. J'ai toujours été très attaché à une phrase de Bossuet qu'il répétait [XXX 01 :12 :10] dans son diocèse ; l'église c'est l'évangile qui continue. Et je me dis voilà ce que veu montrer le pape François et bien je suis très heureux et j'espère qu'il arrive à bien le montrer, je crois qu'on le perçoit un peu. Et vous voyez ces quatre papes que j'ai personnellement pu percevoir dans mon existence et j'ai vraiment de l'estime pour chacun d'entre eux et de manière en prenant compte leur différence, c'est assez étonnant quand même. Et puis si on regarde un certain nombre de scandale de l'époque de la renaissance, je me dis si on avait des papes finalement assez corrompu quand il y en a eu plusieurs à cette époque, bin on ne pourrait plus se le permettre aujourd'hui. Mais ce n'est pas ce qu'on a et Dieu soit loué.